

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1239 - 22 octobre 1987 - 6,5 F

D 1239 AMÉRIQUE CENTRALE: UNE DÉFAITE DE LA DIPLOMATIE NORD-AMÉRICAINNE

Tous les observateurs - et très certainement les acteurs eux-mêmes - ont été surpris de la signature de l'accord de paix du 7 août 1987 entre les cinq présidents de la République d'Amérique centrale (cf. DIAL D 1231). La surprise est essentiellement venue de la neutralisation des Etats-Unis dont la diplomatie avait jusqu'alors réussi à empêcher tout accord multilatéral entre le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua. Que s'est-il donc passé pour que la manoeuvre nord-américaine de dernière heure, avec le Plan Reagan du 5 août, avorte piteusement et provoque une réaction de "nationalisme latino-américain"? C'est à cette question que tente de répondre le premier document ci-dessous: une analyse du bureau mexicain de l'agence *Inforpress Centroamericana* expliquant comment El Salvador et le Honduras, artisans de la thèse nord-américaine, ont été mis en minorité au Sommet de Guatemala. (Texte reproduit dans le bulletin mexicain *Centro Regional de Informaciones Ecuménicas* de septembre 1987.) L'Accord de Guatemala du 7 août 1987 est, de ce point de vue, une manifestation de "bolivarisme" (la conscience latino-américaine incarnée par le libérateur Bolivar au 19e siècle) contre le "monroïsme" (du nom de Monroe, président des Etats-Unis au 19e siècle, dont la "doctrine" en matière de politique étrangère aboutit à l'hégémonie nord-américaine sur le continent américain du nord au sud).

Le deuxième document de ce dossier est le discours de Mgr Prosper Penados, archevêque, à l'occasion du Sommet de Guatemala, le 7 août 1987, dans la cathédrale de la capitale. On notera ses accents "bolivariens".

Note DIAL

1. La neutralisation de la diplomatie nord-américaine

ANALYSE DE L'AGENCE INFORPRESS

(Mexico, 13 août 1987)

Un bluff mal calculé

Le Plan Reagan, annoncé publiquement deux jours avant le sommet d'Esquipulas II(1), a été la dernière tentative de la Maison-Blanche pour arracher un débat favorable sur le cas nicaraguayen. La stratégie adoptée en l'occurrence l'a été en termes positifs, à la différence de la politique de sabotage qui s'était soldée par un échec en juin dernier. C'est ainsi que l'offensive du gouvernement Reagan s'est faite sous la forme d'un plan de paix alternatif, élaboré en termes de partis opposés. Son rapporteur principal, le démocrate de droite Jim Wright, en a d'ailleurs discuté le 28 juillet avec l'ambassadeur du Nicaragua à Washington, Carlos Tunnermann.

(1) Nom parfois donné à l'accord signé le 7 août à Guatemala-Ville, par allusion au sommet d'Esquipulas du 25 mai 1986 (cf. DIAL D 1195). Le sommet du 7 août 1987 était initialement prévu, pour la seconde fois, à Esquipulas (NdT).

Celui-ci en référa aux sandinistes. Malgré la première réaction du ministre des affaires étrangères Miguel d'Escoto qui qualifiait le plan d'"inacceptable", Daniel Ortega qui s'apprêtait à s'envoler pour le Guatemala neutralisait ce plan nord-américain en l'interprétant en termes bilatéraux. *"La proposition de Reagan, déclarait le chef de l'Etat nicaraguayen, est directement adressée au Nicaragua. Il est donc nécessaire que s'ouvre un dialogue bilatéral entre son gouvernement et le nôtre. Mais ce dialogue doit être mené en marge du sommet, car l'Amérique centrale doit en priorité étudier le programme de travail prévu. Après cela nous serons disposés à discuter avec Washington."*

Ortega avait ainsi tendu son piège: si la Maison-Blanche n'accepte pas mon geste de bonne volonté, il deviendra évident pour tout le monde que sa proposition n'était qu'un stratagème pour torpiller le sommet. Le même jour, à Washington, le secrétaire d'Etat George Schultz mordait à l'hameçon: les Etats-Unis, déclarait-il, ne peuvent pas s'asseoir à la même table que le Nicaragua pour décider de ce qui est bien pour l'Amérique centrale, car *"cela ne peut être fait que par toutes les nations centro-américaines"*. Cette mise au point n'a convaincu personne. Même les alliés de Washington en Amérique centrale ont fait savoir que ce plan n'était destiné qu'au Nicaragua.

Pire, le Plan Reagan s'est perdu en cours de route. Seules les deux capitales de Managua et -probablement - Tegucigalpa ont eu connaissance du plan avec antériorité, bien que de façon non publique. Il ne fait pas de doute que la procédure nord-américaine pour porter officiellement ce plan à la connaissance des autres pays de la région n'a pas été meilleure. Le Guatemala et le Costa Rica n'ont pu contenir leur indignation. Cerezo (2) a déclaré très diplomatiquement que ce n'était pas un "camouflet" mais une erreur tactique, en ajoutant: *"Personne ne doit tomber dans le piège de donner trop d'importance"* à cette initiative de Washington. Arias (3) a abondé dans ce sens et neutralisé ainsi une proposition du ministre hondurien des affaires étrangères Carlos López Contreras à ses collègues d'Amérique centrale pour que le plan américain soit inscrit au programme du sommet des présidents.

Redéfinir les règles du jeu

C'est dans la mesure où le Plan Reagan se trouvait ainsi neutralisé, avec l'affaiblissement conséquent de sa pièce principale (le Honduras), que la possibilité d'un accord se faisait jour. La manière peu courtoise - a confié à *Inforpress* une source du ministère guatémaltèque des affaires étrangères - avec laquelle le gouvernement Reagan a cherché à imposer son plan a provoqué des réactions nationalistes parmi les délégations du Costa Rica et du Guatemala, en donnant plus de poids à leurs arguments auprès du Honduras. Cerezo (cf. note 2) aurait insisté, d'après la source évoquée plus haut, sur la nécessité pour les pays de la région d'adopter une position ferme afin d'amener les centres du pouvoir à Washington à envisager sérieusement une politique à moyen et long terme pour la région.

Le fiasco du Plan Reagan au sommet de Guatemala a créé les conditions de l'accord du 7 août signé aux hautes heures de la nuit. Auparavant les négociations n'avaient avancé que très lentement. Durant les quatre jours de réunion des ministres des affaires étrangères (à Tegucigalpa et à Guatemala-Ville), ceux-ci n'étaient arrivés à un accord que sur 30% du contenu du programme et n'en avaient discuté que les deux tiers. C'était cependant déjà un succès, vu le climat peu enthousiaste qui avait présidé aux deux rencontres.

Aussi le fait que les cinq présidents aient signé les engagements d'Esquipulas II (cf. note 1) supposait-il qu'ils étaient en condition de le faire, c'est-à-dire que les présidents avaient l'aval d'au moins un des facteurs du pouvoir interne à leurs pays, puisqu'en contrariant la volonté de Washington ils ne pouvaient en définitive qu'ouvrir un front adverse à l'extérieur.

(2) Le président du Guatemala (NdT).

(3) Le président du Costa Rica (NdT).

La déclaration signée peut à juste titre être appelée accord de paix. Un accord historique, comme ont dit telle ou telle fois ses plus enthousiastes défenseurs, Arias et Cerezo. Un accord durement obtenu, depuis qu'en 1983 le Groupe de Contadora avait obtenu pour la première fois que les cinq pays s'asseyent autour de la table des négociations. Les dernières heures des négociations, le 7 août, ont d'ailleurs été tendues. Trois points étaient particulièrement sensibles:

- 1) la simultanéité quant à l'amnistie, au cessez-le-feu, à la démocratisation, à la cessation de l'aide aux forces irrégulières et à la non utilisation du territoire national pour la déstabilisation d'autres Etats;
- 2) la démocratisation, à propos de la levée des états d'exception ou d'urgence, qui n'appelait pas d'autre considération;
- 3) la composition de la commission nationale de réconciliation (finalement décidée avec un nombre pair de membres).

Un accord à suites

L'affaire ne s'est pas arrêtée au 7 août. Elle ne fait que commencer en appelant de nombreux développements. La presse internationale, qui dans les deux jours précédant le sommet suivait pas à pas l'impact du Plan Reagan, ne cachait pas sa joie le 7: les titres de quasiment tous les journaux du monde s'en sont fait l'écho. Mais le lendemain, les visages redevenaient sombres avec l'analyse des perspectives de mise en oeuvre de ce qui n'apparaissait alors que comme un simple énoncé d'intentions de paix.

L'attention s'est alors portée sur Washington où la première réaction de la Maison-Blanche était d'insatisfaction devant les résultats du sommet: vu le manque de concordance entre les délais proposés Reagan se sentait donc "en droit" de demander un nouveau financement pour les *contras*. En même temps de nombreux membres du Congrès nord-américain qui avaient hésité devant le Plan Reagan s'estimaient confortés dans leurs craintes: "*Chaque année, semble-t-il, le gouvernement (de Washington) vient avec sa proposition d'aide aux contras toujours précédée de l'annonce d'une fausse proposition de paix*", déclarait le sénateur démocrate Tom Harkin.

Les autres concernés - les forces irrégulières (insurgés et contre-révolutionnaires) - ont également fait connaître leur opposition. La Résistance nicaraguayenne (4), dont tout l'état-major se trouvait à Guatemala pendant la durée du sommet présidentiel, a critiqué l'accord en déclarant que les engagements souscrits ne prévoyaient pas de sanctions; ses membres ont déclaré qu'ils voulaient la paix "*mais pas au prix de notre liberté*". Alfonso Robelo, l'un d'un leaders de la *contra* a fait savoir que Reagan s'était engagé à les aider.

2. Discours de l'archevêque de Guatemala dans la cathédrale, en présence des cinq présidents du Sommet de Guatemala (7 août 1987)

(Intertitres de DIAL)

Excellentissimes présidents des Républiques centro-américaines,
Excellentissimes membres des délégations officielles d'Amérique centrale,
Excellentissimes représentants du Corps diplomatique,
Honorables fonctionnaires civils et militaires,
Messieurs les membres des moyens de communication sociale,

C'est pour moi un motif de joie, un honneur et une grande responsabilité que d'avoir à nouveau l'occasion de me retrouver avec vous.

[4] Cf. DIAL D 1230 [Ndt].

(Le temps des désillusions)

Il y a en effet un an nous nous étions rencontrés à Esquipulas, terre de paix et de foi (5). A l'époque j'avais centré mon message sur les quelques éléments nécessaires à l'obtention de la paix recherchée. J'avais particulièrement mis l'accent sur la nécessité de se placer dans un contexte de vérité comme moyen de parvenir à un dialogue authentique, pour la recherche de solutions sur la base du respect, de la promotion de la justice et de la garantie des libertés fondamentales. C'était un moment très particulier pour l'Amérique centrale. Nous aurions presque pu parler d'un printemps permettant, après la dureté des systèmes implacables et l'avènement de la frêle démocratie dans certains de nos pays, de rêver d'un chemin de réconciliation qui conduirait à une paix stable.

Mais le temps passa. Et avec le temps bien des illusions tombèrent. Il arrive que dans l'esprit de notre peuple, surtout dans les régions les plus affectées d'Amérique centrale, perdure la croyance qu'une telle situation n'est que le fruit du destin et de la fatalité, et que l'homme et l'histoire doivent se plier à des puissances incontrôlables conduisant inexorablement à la souffrance, à l'injustice, à la violence et à la mort même. C'est dans cette perspective sombre et confuse, sous le signe de l'angoissante agonie qui affecte nombre de nos frères et de l'obscurité qui s'impose au moment de la recherche de solutions concrètes, que je m'adresse maintenant à vous, Excellentissimes premiers mandataires.

(L'aspiration à la paix)

En commençant j'ai utilisé trois mots pour caractériser ce que m'inspire votre présence. J'ai parlé de joie, d'honneur et de responsabilité.

La rencontre d'aujourd'hui me remplit évidemment de joie car, en dépit des problèmes, elle est un signe d'espoir (6). Voir les cinq présidents centro-américains venir dans cette cathédrale pour demander l'aide de Dieu est probablement plus significatif que de nombreux discours et déclarations de circonstance. Devant Dieu, il n'y a ni titres, ni diplomaties, ni compromis, ni ambiguïtés. La seule chose qui reste c'est l'homme avec ses limites, avec sa petitesse; dépouillé de tout ce qui le distingue dans le monde, il se tient devant le Seigneur comme tout un chacun pour lui demander de l'éclairer, pour reconnaître simplement ses erreurs et pour situer ses positions et ses choix dans une dimension de vérité. Vous m'excuserez de vous voir cette après-midi d'abord sous cet angle. Mais je pense que parler à votre cœur et à votre conscience peut être pour vous une aide et un encouragement dans l'exercice des responsabilités qui sont les vôtres en tant que représentants de notre peuple centro-américain.

Votre présence est également un grand honneur. Comme représentant de l'Eglise catholique, je me sens particulièrement honoré de votre présence ici. C'est la reconnaissance du rôle que l'Eglise catholique a joué dans la formation de notre histoire centro-américaine. Je vois votre présence comme le signe que, face à la crise, vous recherchez dans les racines de notre identité qui est faite d'unité de la foi comme garantie de concorde et encouragement au respect des droits des minorités, une impulsion et un principe d'inspiration pour trouver aujourd'hui une solution aux divisions qui nous affectent.

Mais vous voir ici est également pour moi une grave responsabilité. Comme pasteur de l'Eglise, je dois vous rappeler que la paix n'est ni un rêve ni une utopie. Nous savons, dans la foi et par expérience, que le Ciel nouveau et la Terre nouvelle faite de justice, d'amour et de fraternité sont déjà commencés dans le

[5] Mgr Penados avait aussi prononcé un discours,

le 25 mai 1986 (NdT).

[6] Etrangement, dans son discours officiel prononcé en fin de sommet, Mgr Penados ne fait aucune mention explicite de la signature de l'accord de paix de Guatemala (NdT).

Christ mort et ressuscité. C'est pourquoi nous sommes convaincus, devant la violence, l'injustice et la violation des droits de l'homme, que non seulement elles n'ont aucune justification mais aussi, parce qu'elles résultent de choix politiques et non point de la fatalité, qu'elles peuvent être vaincues dans la mesure où les responsables de la "chose" politique, en co-responsabilité avec leur peuple, prennent les mesures nécessaires pour changer ce qui est à l'origine du désordre. De plus, comme voix des sans voix, j'ai le devoir de me faire auprès de vous l'écho angoissé de ceux qui, non point par dessein divin mais à cause de l'égoïsme des hommes, ont été condamnés à naître, à vivre et à mourir dans la misère, dans l'insécurité et dans la violence.

(Sortir de l'impasse)

C'est dans cette perspective que je me permets donc maintenant de réfléchir avec vous sur quelques aspects de notre situation.

Permettez-moi de commencer par une réflexion d'ordre personnel. Comme je le disais, je vous vois d'abord comme des hommes se tenant devant Dieu en recherche de réponses et de solutions. Derrière chacun de vous, Excellentissimes premiers mandataires, il y a tout un passé politique. Des années et des années d'efforts, d'engagements et même de risques pour vos vies, voilà ce qui vous a conduits à la place qui est aujourd'hui la vôtre. Mais quand on parvient au sommet, il convient très sûrement de réfléchir sur les motifs qui ont présidé à votre ascension et sur les objectifs que vous vous étiez fixés dans cette mission. Si cette perspective n'est pas suffisamment claire, on risque d'en perdre la signification et d'être démuné devant l'ampleur des problèmes qui se posent quand on parvient au sommet. C'est malheureusement ce qui se produit très souvent.

Je suis sûr qu'au début de vos carrières politiques il y a eu une motivation profondément humaine. La découverte des souffrances, de la misère, de l'injustice et de la violence qui étaient le lot de nos peuples, a dû être ce qui vous a amenés à penser que vous, avec vos dons et vos capacités, étiez à même de vous engager dans la construction d'une autre société où règneraient la paix, la justice et la liberté. Sans de telles motivations on ne peut s'expliquer l'ampleur des risques courus.

Mais les défis à relever, les pressions subies et, surtout, l'abandon des perspectives initiales font qu'à mesure que passe le temps ces motivations peuvent disparaître. Le pouvoir en vient à se prendre pour la fin et non plus pour un moyen; se maintenir au pouvoir, quelle qu'en soit la manière, devient plus important que tout le travail à faire pour assurer le bien-être des peuples. Cela aboutit à ce que les idéaux de base de liberté, de justice et de sincérité sont progressivement remplacés par la démagogie, la corruption et la violation des droits fondamentaux de l'homme. Je suis sincère, croyez-moi, quand je vous dis que c'est à mon sens cette problématique qui est à l'origine de l'impasse dans laquelle semblent très souvent être tombés notre situation politique et la marche vers la paix.

(L'exigence de vérité)

Vous avez, souvenez-vous en, une lourde responsabilité devant vous. Vos noms vont rester écrits dans l'histoire de nos peuples centro-américains. La façon dont ils seront écrits dépend de votre courage et du sérieux de votre engagement. Pour l'heure, trop souvent, les choix des divers gouvernements semblent avoir été plutôt marqués par la corruption, la répression, la fausse démagogie et la défense d'intérêts à l'encontre de la vie et du respect des droits fondamentaux des citoyens. Ce sont vos noms, et pas seulement ceux de vos gouvernements ou de votre époque, qui vont rester gravés soit comme tyrans, corrompus et traîtres du peuple qui avait mis sa confiance en vous, soit comme héros ayant libéré notre région de sa misère et de ses souffrances en la mettant sur le chemin de la vraie liberté et de la paix. Sachez que, si le présent est celui de la démagogie, l'histoire est inexorablement révélatrice de

la vérité: "Il n'y a rien de caché qui ne vienne à être découvert". Que les idéaux originels de service du peuple qui vous ont vus naître fassent aujourd'hui de vous des radicaux dans la recherche du bien commun! Ayez le courage de vous défaire des a priori idéologiques et des engagements politiques pouvant faire de vous les marionnettes d'intérêts mesquins et les bourreaux de vos peuples! C'est vous les responsables de la paix. Vous pouvez, vous devez construire la paix en Amérique centrale.

Je sais que ce que je vous demande aujourd'hui, comme pasteur de l'Eglise et comme cri du peuple centro-américain, n'est pas un chemin facile. Je sais parfaitement que, dans notre monde, les problèmes politiques ne se règlent pas seulement à coups de conversion intérieure, comme s'il ne s'agissait que d'une question personnelle. Mais je suis cependant convaincu que, sans doute aucun, le premier pas à faire sur le chemin conduisant sûrement à la paix consiste à approfondir sans cesse la responsabilité qui est celle de chacun de vous, la cohésion et la radicalité de vos choix fondamentaux, ainsi que votre capacité de peser sur l'histoire au titre de la liberté personnelle.

(Refuser les pressions des super-puissances)

Quand on sort du domaine personnel pour marcher sur le chemin de la paix, je sais très bien que vous êtes soumis à deux sortes de pressions essentielles. Les premières, probablement les plus déterminantes et les moins contrôlables, sont d'ordre international. Les secondes relèvent de la série d'intérêts et de compromis politiques qui, dans vos pays respectifs, vous ont fait accéder au pouvoir.

Il est dramatique de voir combien notre monde s'est polarisé autour des super-puissances et à quel point celles-ci, loin d'ordonner leurs actes à la recherche de la vérité et du bien-être des peuples, s'emploient en fait uniquement à renforcer chaque jour plus totalement et plus indiscutablement leur pouvoir destructeur. Vous êtes les victimes des pressions qu'elles exercent. Nous sommes tous conscients que nombre des choix politiques que nous estimons être des voies probables de règlement doivent être soumis à l'approbation de ceux qui se sont appropriés la force et sont ainsi en mesure d'imposer leur volonté. On ne peut faire abstraction de cette réalité. Pourtant, si vous vous unissez et si vous êtes sincères les uns envers les autres, si vous écarterez la politique démagogique consistant par-devant à se serrer la main et par-derrrière à essayer de détruire l'autre, il est alors possible de trouver le chemin qui, dans le respect de vos positions respectives, permet la coexistence pacifique et débouche sur la paix. Oui, définitivement, l'union fait la force.

Cessez de vous dresser les uns contre les autres! Résistez à la tentation de céder aux propositions machiavéliques qui, en échange d'un soutien politique, hypothèquent le bonheur, la liberté et le respect de nos peuples centro-américains! C'est vous, avec votre droiture morale et votre intégrité politique, qui pourrez offrir au monde une véritable alternative de ce qu'on peut obtenir, dans le pluralisme politique, quand il s'agit réellement de rechercher ce qui est bien. L'Amérique centrale est le cœur géographique du monde (7). Et dans ces dernières années elle l'a été sur le plan de la problématique. Que, grâce à votre engagement, elle parvienne à offrir au monde une alternative à la polarisation des puissances étrangères, dans le respect du pluralisme politique et dans la garantie d'une coopération pacifique et sincère.

Vous êtes parfaitement conscients que, dans la guerre fratricide que subit le peuple centro-américain, il n'y a qu'un perdant: le peuple lui-même, en particulier les secteurs sociaux les plus en marge. Ne sont pas perdantes les super-puissances, dont le seul objectif est de renforcer leurs positions et de défendre

[7] L'archevêque de Guatemala veut sans doute parler du "monde américain" (NdT).

leurs intérêts, ni ne sont perdants - pardonnez ma franchise - les gouvernements eux-mêmes car, en mettant souvent en pratique le dicton populaire sur les "pêcheurs en eau trouble", ils profitent de la situation grâce à l'affermissement et à l'enrichissement de véritables ennemis du bien commun.

(Divergences idéologiques et respect réciproque)

Il ne fait aucun doute que l'issue ne peut consister à vouloir uniformiser les systèmes ou les idéologies qui sous-tendent les gouvernements que vous représentez. Cette prétention qui a été, directement ou indirectement, celle prévalant dans la politique des super-puissances, est l'un des obstacles majeurs à la recherche d'un chemin de paix. Que ce soit pour le meilleur ou pour le pire, l'histoire vous a placés dans des systèmes et points de vue différents. Vous devez reconnaître cette réalité et être assurés que la diversité de positions et de concepts sur la démocratie, loin d'être un danger pour la survie et le renforcement de vos régimes respectifs, peut au contraire, dans un cadre d'ouverture authentique et de sincérité, devenir un élément d'enrichissement progressif de la vie politique. Ce qu'il faut impérativement maintenir comme base commune, c'est le respect réciproque des régimes existants et c'est de faire que chacun de vos systèmes se fasse clairement le garant des libertés individuelles et du respect de la dignité humaine dans leurs aires propres de responsabilité.

Sans l'acceptation de ce pluralisme au plan tant intérieur qu'international, il est impossible de jeter les bases d'un vrai dialogue. Cela suppose naturellement, comme vous l'avez vous-mêmes exprimé dans vos propositions de paix, la cessation de l'agression ouverte mais aussi, et tout particulièrement parce qu'elle est la plus dangereuse et dommageable, de l'agression clandestine qui a été le plus important fléau qui nous a touchés.

De façon définitive il faut que sorte de cette réunion que vous venez de tenir la conviction que l'avenir de l'Amérique centrale n'est pas dans une solution militaire mais bien dans une solution politique. Cela implique une cessation totale de la course aux armements. Comme je vous le rappelais dans mon discours de l'année dernière: "Les armes n'apporteront pas la paix ni ne garantiront la justice". Considérez qu'une grande partie de la pauvreté en Amérique centrale tient à ce que nos ressources ont été appliquées à la destruction et à la mort par investissement dans les armes, au lieu de servir à un développement social harmonieux. Au langage des armes il faut aujourd'hui substituer le dialogue. C'est à travers la rencontre franche et sincère, et non point par la peur entretenue réciproquement au prix du bien-être et de la promotion de vos peuples, que vous devez régler vos différends et trouver des solutions pacifiques.

(L'appui de l'Eglise)

Je tiens à vous dire une fois de plus que vous trouverez toujours dans l'Eglise un soutien à toutes les initiatives de paix. Nous ne sommes les défenseurs d'aucune idéologie ni ne prétendons imposer un quelconque modèle politique concret. Nous ne nous élevons pas non plus systématiquement contre tel ou tel type de gouvernement ou système. Notre choix radical du Christ et de l'Evangile, voilà ce qui nous engage à défendre l'homme dans son intégrité, à dénoncer les actes qui portent atteinte à sa dignité, et à tout faire pour que s'ouvrent les chemins d'une paix devenant réalité. C'est certainement possible.

Quand vous serez rentrés dans vos pays respectifs et ferez les choix appropriés, n'oubliez pas les paroles du pasteur que je suis et que, pour finir, je vous laisse du plus profond de ma foi, dans la certitude que me donne l'espérance: LA PAIX EST POSSIBLE. ELLE EST A NOTRE PORTÉE. ELLE PEUT DEVENIR UNE RÉALITÉ HISTORIQUE. C'EST DE VOUS, DE VOTRE COURAGE, DE VOTRE SINCÉRITÉ, DE VOTRE FIDÉLITÉ AUX VALEURS LES

PLUS AUTHENTIQUES DONT VOUS ÊTES PORTEURS, QU'IL DÉPEND QUE LA PAIX SE RÉALISE. NE PERMETTEZ PAS QUE LES ESPOIRS DU PEUPLE CENTRO-AMÉRICAIN CONTINUENT D'ÊTRE FRUSTRÉS, CAR C'EST EN VOUS QU'IL A MIS SA CONFIANCE ALORS QU'IL SE DÉBAT DANS L'AGONIE DE LA VIOLENCE ET DE LA MORT.

Que le Seigneur vous éclaire et vous accorde la grâce d'aller jusqu'au terme du chemin que vous avez commencé de suivre dans vos rencontres! Que Marie, Reine de la paix et Secours des chrétiens, intercède pour nous tous afin que la paix devienne réalité dans la liberté, la justice et le respect de la dignité humaine!

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441